Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-116** **06/02/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de chargé de mission partenariats et marchés(catégorie A) (H/F) à Brest (29).
Date limite de candidature : 03 mars 2019.

- 1 poste de chargé de mission partenariats et marchés(catégorie A) (H/F) à Pérols (34).
Date limite de candidature : 03 mars 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en nématologie (H/F) à Le Rheu (35)
Date limite de candidature : 20 février 2019.

- 1 poste de technicien de laboratoire (H/F) à Le Rheu (35).
Date limite de candidature : 20 février 2019.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en entomologie (H/F) à Montferrier-sur-Lez (34).
Date limite de candidature : 20 février 2019.

1 poste de chargé de projet scientifique et technique expérimenté en entomologie(H/F) à Montferrier-sur-Lez (34).
Date limite de candidature : 20 février 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de technicien(ne) informatique - (F/H)) à Toulouse (31).
Date limite de candidature : 01 mars 2019.

- 1 poste de chargé(e) de mission auprès du Directeur de la recherche et de l'expertise (F/H) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 20 février 2019.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de délégué adjoint (H/F) pour l'Océan Indien (catégorie A) (H/F) à Saint-Denis (Réunion).
Date limite de candidature : 08 mars 2019.

Le Parc national des Calanques :

- 1 poste de Logisticien polyvalent mer – terre (catégorie B ou C) (H/F) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 28 février 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission partenariats et marchés (h/f)**
Affectation :	Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la chef de mission programmation, contrats et interventions
Résidence administrative :	Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La Direction de l'appui aux politiques publiques et aux Acteurs (DAPA) compte plus de 130 agents, répartis sur 3 pôles principaux (Vincennes, Brest et Paris) et plusieurs sites annexes. Elle comporte plusieurs départements dont les départements « Centres de ressources » et « Professionnalisation », basés à Montpellier. Le département « Stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires » est réparti sur les 3 pôles principaux de la direction. Le département des milieux marins (DMM), piloté depuis le pôle de Brest comporte également 3 antennes de façade.
Deux antennes situées dans l'océan Pacifique sont rattachées au directeur. Une mission transversale lui est également rattachée, chargée de la programmation, des contrats et des interventions.

La direction et chacun de ses départements développent des partenariats pour faciliter et amplifier l'implication du plus grand nombre d'acteurs (acteurs économiques, collectivités, associations, gestionnaires d'espaces naturels, établissements publics, organismes de recherche, acteurs de l'éducation…), dans la préservation et la reconquête de la biodiversité.
En particulier, la DAPA pilote et met en œuvre des programmes de financement (programme Écophyto, Atlas de la biodiversité communale, etc .).

Le poste est à pourvoir au sein de la mission programmation, contrats et interventions de la DAPA. Il est positionné à Brest.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire contribue, auprès de la chef de mission, à la mise en œuvre des stratégies d'action de la direction (angles partenarial, achat, financiers, RH et assistance). Au sein de la mission programmation, contrats et interventions, il est garant, pour les agents de la direction dépendants du pôle de Brest, de la mise en œuvre et de la justesse des procédures, de la production et de la qualité des « produits sortants » du type contrats, achats, etc. et du contrôle interne.

Il travaille au sein d'une équipe de 6 agents permanents, dont les 5 autres sont positionnés pour trois à Vincennes et pour deux à Montpellier.

Activités principales :

Interlocuteur administratif :

- Le titulaire se positionne comme référent auprès des agents de la direction dépendant du pôle de Brest sur les sujets administratifs de la direction et en particulier les sujets contrats, achats et budget.

- Partenariats

Le titulaire contribue à la mise en place de partenariats de la direction par la gestion du montage contractuel, l'animation et le suivi d'exécution de partenariats, en lien avec les chefs de projets concernés. Notamment, le titulaire :

- Analyse la demande de la direction pour conseiller le montage optimal de contrats de partenariats, en lien avec les chefs de projet et chargés de mission de l'AFB;
- Assure l'interface en interne et avec les partenaires sur les aspects contractuels ;
- Assure le suivi d'exécution des contrats.

- Marchés

Le titulaire conseille et oriente les agents de la direction dans la conception et la mise en œuvre de marchés de la direction. Il sécurise le processus d'achat, de la direction y compris pour les « petits » achats (moins de 25K€) et appuie les agents de la DAPA dans le montage de leur marché. Il assure le suivi d'exécution de ces marchés, en lien avec leur référent technique. Notamment, le titulaire :

- Apporte conseil sur la préparation des achats et marchés publics de la DAPA ;
- Assure l'interface administrative avec les prestataires ;
- Assure le suivi d'exécution et la clôture des contrats, en lien avec son référent technique.

Management de la qualité :

- Le titulaire contribue à rédiger et améliorer les processus en vue d'une meilleure efficacité au service des projets de la direction.
  - Conçoit et diffuse les supports d'information internes relatifs aux procédures administratives partenariales, financières, budgétaires, etc.;
  - Assure la diffusion de l'information auprès des agents ;
  - Conçoit les fiches pratiques à destination des agents, voire des partenaires ;
  - Contribue à mettre en place et alimenter les FAQ sur ce périmètre.

En particulier, le titulaire est le référent de la direction sur les procédures d'achat de la direction

- Fiabilise la gestion des documents :
  - Est garant de l'archivage des documents de son portefeuille de partenariats et marchés ;
  - Contribue à organiser et structure les espaces de travail et de stockage informatique commun ;
  - Est garant de l'archivage des pièces requises au sein de ces espaces.

- Programmation budgétaire et contrôle de la performance : le titulaire apporte un appui à la préparation et au suivi d'exécution du budget de la direction. Il participe au contrôle de la performance.

Le titulaire co-anime la commission d'animation technique et scientifique mer.

Appui à la gestion administrative de la direction :

Le chargé de mission pourra être mis à contribution pour la gestion administrative et financière de la direction dans toutes ses composantes (RH, communication, etc.).

Le poste est positionné à Brest pour favoriser l'appui des agents du département des milieux marins. Il implique des déplacements réguliers à Vincennes et dans les antennes de façade de la direction.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Agents de la mission programmation contrats et interventions ;
- Chefs de projet et chargés de mission de la DAPA ;
- Comité de direction de la DAPA (Chefs de département, et assistantes de direction) ;
- Travail inter-direction dans le cadre des partenariats transverses ;
- Département finance, contrats et logistique : Service contrats et logistiques et service financiers.

Relations externes :
- Partenaires et acteurs sollicitant un soutien de la DAPA (Organismes scientifiques et techniques, organismes internationaux, Associations, Tout autre acteur public ou privé) ;
- Prestataires.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance des procédures administratives, notamment financières et juridiques, des établissements publics ;
- Connaissance des financements européens ;

Savoir-faire opérationnel :
- Gérer des projet ;
- Utiliser des outils collaboratifs ;
- Coordonner des acteurs ;
- Utiliser des tableaux de calculs (type excel).
- Assurer la gestion de nombreux dossiers en parallèle ;
- Diffuser l'information sous forme écrite et orale (sans autorité hiérarchique).

Savoir-être professionnel :
- Travail à distance, au sein d'une équipe répartie sur plusieurs pôles géographiques ;
- Méthodique, rigoureux ;
- Autonome ;
- Apte à la prise de décision ;
- A l'écoute et aptitude à la communication ;
- Grande capacité d'organisation.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/PART/BREST/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 3 mars 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission partenariats et marchés (h/f)**
Affectation :	Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la chef de mission programmation, contrats et interventions
Résidence administrative :	Pérols (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La Direction de l'appui aux politiques publiques et aux Acteurs (DAPA) compte plus de 130 agents, répartis sur 3 pôles principaux (Vincennes, Brest et Paris) et plusieurs sites annexes. Elle comporte plusieurs départements dont les départements « Centres de ressources » et « Professionnalisation », basés à Montpellier. Le département « Stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires » est réparti sur les 3 pôles principaux de la direction. Le département des milieux marins (DMM), piloté depuis le pôle de Brest comporte également 3 antennes de façade.
Deux antennes situées dans l'océan Pacifique sont rattachées au directeur. Une mission transversale lui est également rattachée, chargée de la programmation, des contrats et des interventions.

La direction et chacun de ses départements développent des partenariats pour faciliter et amplifier l'implication du plus grand nombre d'acteurs (acteurs économiques, collectivités, associations, gestionnaires d'espaces naturels, établissements publics, organismes de recherche, acteurs de l'éducation…), dans la préservation et la reconquête de la biodiversité.
En particulier, la DAPA pilote et met en œuvre des programmes de financement (programme Écophyto, Atlas de la biodiversité communale, etc .).

Le poste est à pourvoir au sein de la mission programmation, contrats et interventions de la DAPA. Il est positionné à Pérols.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire contribue, auprès de la chef de mission, à la mise en œuvre des stratégies d'action de la direction (angles partenarial, achat, financiers, RH et assistance). Au sein de la mission programmation, contrats et interventions, il est garant, pour les agents de la direction dépendants du pôle de Montpellier, de la mise en œuvre et de la justesse des procédures, de la production et de la qualité des « produits sortants » du type contrats, achats, etc. et du contrôle interne.

Il travaille au sein d'une équipe de 6 agents permanents, dont les 5 autres sont positionnés pour trois à Vincennes, un à Brest et un à Pérols.

Activités principales :

Interlocuteur administratif :

- Le titulaire se positionne comme référent auprès des agents de la direction dépendant du pôle de Brest sur les sujets administratifs de la direction et en particulier les sujets contrats, achats et budget.

- Partenariats

Le titulaire contribue à la mise en place de partenariats de la direction par la gestion du montage contractuel, l'animation et le suivi d'exécution de partenariats, en lien avec les chefs de projets concernés. Notamment, le titulaire :

- Analyse la demande de la direction pour conseiller le montage optimal de contrats de partenariats, en lien avec les chefs de projet et chargés de mission de l'AFB ;
- Assure l'interface en interne et avec les partenaires sur les aspects contractuels ;
- Assure le suivi d'exécution des contrats.

- Marchés

Le titulaire contribue à la conception et la mise en œuvre de marchés de la direction. Il sécurise le processus d'achat, de la direction y compris pour les « petits » achats (moins de 25K€) et appuie les agents de la DAPA dans le montage de leur marché. Il assure le suivi d'exécution de ces marchés, en lien avec leur référent technique. Notamment, le titulaire :

- Apporte conseil sur la préparation des achats et marchés publics de la DAPA ;
- Assure l'interface administrative avec les prestataires ;
- Assure le suivi d'exécution et la clôture des contrats, en lien avec son référent technique.

Management de la qualité :

- Le titulaire contribue à rédiger et améliorer les processus en vue d'une meilleure efficacité au service des projets de la direction.
  - Conçoit et diffuse les supports d'information internes relatifs aux procédures administratives partenariales, financières, budgétaires, etc. ;
  - Assure la diffusion de l'information auprès des agents ;
  - Rédige et met à jour les fiches pratiques à destination des agents, voire des partenaires ;
  - Contribue à mettre en place et alimenter les FAQ sur ce périmètre.

En particulier, le titulaire est le référent de la direction sur les procédures d'achat de la direction

- Fiabilise la gestion des documents :
  - Est garant de l'archivage des documents de son portefeuille de partenariats et marchés ;
  - Contribue à organiser et structure les espaces de travail et de stockage informatique commun ;
  - Est garant de l'archivage des pièces requises au sein de ces espaces.

- Programmation budgétaire et contrôle de la performance : le titulaire apporte un appui à la préparation et au suivi d'exécution du budget de la direction. Il participe au contrôle de la performance.

Appui à la gestion administrative de la direction :

Le chargé de mission pourra être mis à contribution pour la gestion administrative et financière de la direction dans toutes ses composantes (RH, communication, etc.).

Le poste est positionné à Pérols pour favoriser l'appui des agents des départements « Centres de ressources », « Professionnalisation » et « Stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires ». Il implique des déplacements réguliers à Vincennes.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Agents de la mission programmation contrats et interventions ;
- Chefs de projet et chargés de mission de la DAPA ;
- Comité de direction de la DAPA (Chefs de département, et assistantes de direction) ;
- Travail inter-direction dans le cadre des partenariats transverses ;
- Département finance, contrats et logistique : Service contrats et logistiques et service financiers.

Relations externes :
- Partenaires et acteurs sollicitant un soutien de la DAPA (Organismes scientifiques et techniques, organismes internationaux, Associations, Tout autre acteur public ou privé) ;
- Prestataires.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance des procédures administratives, notamment financières et juridiques, des établissements publics ;
- Connaissances des règles achat et marchés publics ;

Savoir-faire opérationnel :
- Gérer des projets ;
- Utiliser des outils collaboratifs ;
- Coordonner des acteurs ;
- Utiliser des tableaux de calculs (type excel).
- Assurer la gestion de nombreux dossiers en parallèle ;
- Diffuser l'information sous forme écrite et orale (sans autorité hiérarchique).

Savoir-être professionnel :
- Travail à distance, au sein d'une équipe répartie sur plusieurs pôles géographiques ;
- Méthodique, rigoureux ;
- Autonome ;
- Apte à la prise de décision ;
- A l'écoute et aptitude à la communication ;
- Grande capacité d'organisation.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/PART/PEROLS/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 3 mars 2019

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour sa délégation de rivages Outre-mer un délégué adjoint (H/F) pour l'Océan Indien

Poste ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral, dont environ le tiers en outre-mer. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger environ 320 000 ha. Une partie de la gestion des terrains sous la protection du Conservatoire est confiée aux collectivités territoriales, à des établissements publics ou à des associations. A La Réunion, le Conservatoire protège 18 sites sur 1 847 ha (6 gestionnaires). A Mayotte, il protège 21 sites sur 2 791 ha (3 gestionnaires).

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, dans les services centraux principalement situés à Rochefort, dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer) et en région Rhône-Alpes pour les lacs. Ces délégations qui constituent le réseau territorial de l'établissement sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en assurer la gestion.

La délégation Outre-mer, basée en métropole (Paris), coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement. La délégation Outre-mer anime deux conseils de rivages, l'un pour les rivages français d'Amérique, l'autre pour les rivages de l'Océan Indien, instances composées d'élus des départements, régions ou collectivités uniques.

<u>Description du poste</u>

Sur l'ensemble des Rivages français de l'Océan Indien (La Réunion et Mayotte)

Le délégué adjoint appuie le délégué et en assure la suppléance, sur l'ensemble des missions à La Réunion et à Mayotte. Il assure, sous l'autorité du délégué et en relation avec la responsable d'antenne de Mayotte, les relations de proximité avec les acteurs locaux. Il prépare les partenariats institutionnels, notamment avec les collectivités territoriales auprès desquelles il est régulièrement amené à représenter le Conservatoire.

Il assure, de manière générale, la mise en œuvre des politiques de l'établissement dans son aire d'action et la cohérence des projets avec les orientations stratégiques. Il appuie notamment le délégué dans la programmation des actions et la préparation du dialogue annuel de gestion. Il assure une veille sur les dispositifs financiers mobilisables par le Conservatoire (CPER, programmes opérationnels, ODE,…).

Il a en charge le pilotage opérationnel des dossiers définis conjointement avec le délégué lors de chaque entretien annuel.

Il supervise l'organisation et la préparation des réunions du Conseil des rivages de l'Océan Indien et assure le relais d'information vers les conseillers de rivages.

Il favorise et organise le travail en équipe à l'échelle régionale en identifiant les compétences spécifiques des agents et les besoins d'appui mutuel notamment en mettant en place des projets transversaux.

Sur l'antenne de La Réunion

Le délégué adjoint assure l'encadrement des agents de l'antenne de La Réunion (4 agents au 1er janvier 2019). Sur ce territoire, il est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

- Organisation de l'équipe et suivi général du fonctionnement de l'antenne,
- Représentation locale du Conservatoire du littoral,
- Animation de la section Réunion du conseil des rivages de l'Océan Indien,
- Suivi des négociations foncières et affectations de terrains publics,
- Organisation de l'aménagement et de la gestion des sites,
- Contacts et partenariats avec les partenaires locaux (communes, services de l'Etat, conseil départemental, conseil régional, parc national, ONF, SAFER…),
- Préparation des dossiers administratifs, budgétaires et financiers des projets,
- Participation à la préparation et au déroulement des dialogues de gestion (programmation)
- Cadrage et mise en œuvre des actions de communication.

Profil et compétences requises

- Formation en ingénierie de l'environnement, géographie ou droit foncier,
- Capacités managériales,
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel, du fonctionnement des services de l'Etat et des collectivités territoriales
- Connaissances budgétaires et en matière de commande publique
- Aptitude au travail en équipe, en réseau et à distance,
- Aptitude à la négociation, notamment avec les élus, et à la conduite de projet,
- Bonne capacité rédactionnelle et de synthèse,
- Esprit d'initiative,
- Expérience en outre-mer souhaitée,
- Intérêt pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel,
- Maîtrise des logiciels bureautiques, maîtrise des outils SIG (QGis) appréciée.

Le poste nécessite des déplacements fréquents à Mayotte et parfois en Métropole.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le délégué adjoint est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages pour l'outre-mer. Il exerce une autorité hiérarchique sur les agents de l'antenne de La Réunion et une autorité fonctionnelle sur les agents de l'antenne de Mayotte.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ou A+ à temps complet ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Résidence administrative à l'antenne du Conservatoire du littoral à Saint-Denis (Réunion).
Poste vacant **à compter du 1er avril 2019.**

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), ***accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires***, sont à faire parvenir au plus tard **le 8 mars 2019** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex - Tél. 05.46.84.72.50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste : Alain BRONDEAU, délégué outre mer (01 44 63 56 72)
courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr
(pas de dépôt de candidature à cette adresse)

Appel à candidature
Logisticien polyvalent mer - terre

Contexte

Le Parc national des Calanques est un jeune établissement public (créé juridiquement en avril 2012), qui intervient sur un vaste territoire terrestre et marin. Le (la) titulaire du poste prendra part, aux côtés des équipes du siège et de terrain, à l'expérience enrichissante de contribuer à l'organisation et au fonctionnement d'un service récent.

Profil recherché

Poste de catégorie C ou B, ouvert préférentiellement aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou territoriale, par voie de mutation ou de détachement, et, à défaut, aux agents contractuels.

Rattachement hiérarchique

La Secrétaire Générale, en lien fonctionnel avec le Responsable de la Mission territoriale « Interface Ville-Nature », chargé de la coordination inter-secteur.

Missions

Le titulaire du poste est chargé du suivi et de l'entretien courant de l'ensemble des embarcations, véhicules, locaux et matériels de l'établissement. Il aura un rôle de relais auprès des services de la direction, des pôles thématiques et des unités territoriales visant à faciliter et optimiser la logistique, dans le cadre de leurs interventions au quotidien.

Activités principales

Le logisticien intervient sur l'ensemble du territoire terrestre et marin du Parc national, en lien très étroit avec les personnels pour la réalisation des missions suivantes :

• Assurer les petites réparations et l'entretien courant sur les embarcations, véhicules et matériels terrestres et marins, ainsi que les interventions d'urgence en cas de nécessité et de disponibilité.
• Etablir et tenir à jour au quotidien l'inventaire des équipements de l'établissement (locaux, mobiliers, embarcations, véhicules, matériels et consommables terrestres, marins et sous-marins), au siège et dans les unités territoriales.
• Assurer et/ou coordonner la réalisation des contrôles périodiques obligatoires ou nécessaires (planning, rendez-vous, accompagnement si nécessaire, service fait).
• Diffuser et s'assurer de l'affichage des documents réglementaires dans les locaux.
• Assurer une fonction de « correspondant Sécurité » du Parc national et veiller, à ce titre, au respect des règles environnementales et de sécurité dans les locaux et sur le terrain ainsi qu'à la mise en œuvre et la tenue à jour les registres de sécurité.
• S'assurer de la mise à disposition, du renouvellement et du suivi des Equipements de Protection Individuelle (EPI) et de secours, de l'habillement, des dotations individuelles des personnels du Parc, des matériels de sécurité et de défense affectés spécifiquement aux personnels assermentés du Parc.
• Recenser les besoins d'achats, de renouvellement ou de location d'embarcations, véhicules et matériels, assurer le suivi du budget logistique N et participer à l'élaboration du budget N+1, faire les demandes d'achats, passer les commandes dans le respect de la politique achat de l'établissement.
• Assurer la gestion des plannings des embarcations, véhicules et matériels mutualisés.
• Assurer la recherche des fournisseurs et négocier (hors domaine des marchés publics) les tarifs au meilleur rapport qualité/prix/réactivité.
• Gérer les stocks de consommables et assurer les approvisionnements.
• Assurer la réception technique et administrative des commandes.
• Organiser le stockage des matériels et fournitures et la gestion du ou des locaux techniques de l'établissement.
• Recenser les besoins de formations techniques obligatoires des agents relatives à l'utilisation des embarcations, véhicules et matériels soumis à permis, Caces et autres habilitations.

• Assurer l'information et/ou la formation des personnels à l'utilisation des matériels, à la santé et à la sécurité du travail des personnels.
• Recenser et argumenter les besoins d'amélioration technique et fonctionnelle en matière de logistique, avec une recherche permanente de limitation des impacts environnementaux liés aux activités de l'établissement.
• Organiser les mises en réparation d'urgence ou courantes.
• S'assurer du bon usage des embarcations, véhicules et matériels et de leurs règles d'utilisation par les personnels.
• Proposer les réformes et les mettre en œuvre.
• Assurer le recensement, le suivi et la gestion des déchets de l'établissement en conformité avec les règlementations en vigueur.
• Participer à l'analyse des coûts des embarcations, véhicules et matériels terrestres et marins.
• Peut être amené à participer à d'autres missions de terrain de l'établissement.

Compétences techniques et organisationnelles

- Le titulaire devra avoir en priorité des compétences et une forte expérience en matière de navigation maritime, d'entretien et de gestion d'embarcations motorisées et de matériels marins.
- Connaissance des réglementations applicables à la gestion des locaux, embarcations, véhicules, matériels et déchets.
- Connaissances techniques relatives à la gestion des locaux, embarcations, véhicules, matériels et déchets, et plus particulièrement en ce qui concerne les embarcations et motorisations marines.
- Connaissances en informatique (messagerie, document, tableur, présentation).
- Autonomie, réactivité et esprit d'initiative.
- Grande rigueur professionnelle et organisationnelle.
- Permis B et côtier obligatoires (permis E et hauturier souhaités).
- Habilitations électrique, hygiène et sécurité souhaitées
- Connaissance éventuelle de la gestion des milieux naturels terrestres et marins.

Compétences relationnelles

- Aptitude au travail en équipe
- Forte adaptation aux situations nouvelles et au travail en autonomie
- Qualités relationnelles
- Discrétion professionnelle

Localisation : Marseille

Territoire d'intervention

- Ensemble du territoire du Parc National des Calanques
- Sites, bureaux et locaux du Parc :
  - siège du Parc national des Calanques, à Marseille 13008 – 141 avenue du Prado.
  - locaux des unités territoriales SLOA et IVN, à Marseille 13009 – Boulevard de l'Océan.
  - locaux de l'unité territoriale SLEHM à La Ciotat 13600 – 22 rue Gueymard.
  - bases nautiques à Marseille et à La Ciotat.

Et plus globalement déplacements sur les départements des Bouches du Rhône et du Var.

Date de prise de poste souhaitée : 1er juin 2019

Modalités de dépôt des candidatures

Adresser au plus tôt une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141 avenue du Prado, Bât. A
13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 28 février 2019.

OFFRE d'EMPLOI n°19-09-DSI

31/01/2019

Le Département assistance et support de
La Direction des systèmes d'information de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

Technicien(ne) informatique - (F/H)

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable du département assistance et support, le (la) technicien(ne) informatique (TI) assure la gestion du parc informatique – environ 150 utilisateurs (logiciel et matériel de son territoire), à ce titre, il(elle) est garant de l'inventaire et de la gestion à l'aide du logiciel Pythéas.

Il(elle) assure l'assistance informatique auprès des utilisateurs et garantit le bon fonctionnement des systèmes d'information de son territoire, il est l'interlocuteur local de la Direction des systèmes d'information (DSI).

Le (la) technicien(ne) informatique a la gestion des serveurs et des serveurs NAS de la région, la gestion des utilisateurs, des postes de travail, tablettes et Smartphones et des sites via l'Active Directory.

Il(elle) est le(la) garant(e) local(e) de la conformité des systèmes d'information au niveau national.

Le (la) technicien(ne) informatique a également la charge de gérer, en amont le choix des sites pour la partie technique, les déménagements des services au niveau informatique (mise en place de réseau) et téléphonie.

Le(la) TI assure ses missions sur un ensemble de départements représentant environ 150 utilisateurs amis peut être amené à apporter une assistance ou à intervenir dans d'autres régions.

Nature de l'emploi

Poste basé à Toulouse (31) à pourvoir dès que possible

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein – Catégorie B

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme ou titre classé minimum au niveau III de type BTS ou DUT en informatique.
Une expérience dans l'assistance aux utilisateurs est demandée.
Une expérience solide sur l'administration de Windows server 200X et d'Active Directory est indispensable.
Une connaissance du fonctionnement du monde de la recherche et du domaine de la police serait appréciée.
Connaissance des principaux services DNS, DHCP, Active Directory des serveurs Microsoft 2008 R2/2012 et Windows 7/10.
Connaissance des méthodes de déploiement de masters : création et modification des images Windows personnalisées.
Connaissances solides sur les systèmes d'exploitation des PC, Tablettes, Smartphones et de l'architecture physique des PC.
Maîtriser ISO 20000 et anglais technique.
Forte capacité à diagnostiquer et traiter les dysfonctionnements.
Capacité à garantir au niveau local la PSSI de l'établissement, sur les aspects procédures et sur les aspects techniques de la sécurité.
Avoir la culture du « Service client ».

Conditions particulières

Poste nécessitant des déplacements : Déplacements en région voire au niveau national.
Mise à disposition d'un véhicule, d'un ordinateur portable et d'un téléphone mobile.

Activités principales

Assurer une assistance technique de 2ème niveau :

Identifier les incidents, anomalies (système d'exploitation et réseau compris) et en assurer le dépannage • Installer et configurer les nouveaux matériels • Maintenir et Dépanner les matériels • Assurer la liaison avec les autres départements de la DSI et les prestataires pour les remises en ordre de marche des matériels • Identifier les incidents sur le réseau ou sur les serveurs locaux et rendre compte au pôle Infrastructure • Assurer les sauvegardes et la supervision des serveurs locaux • Assurer l'inventaire permanent du parc informatique et logiciel dont il a la responsabilité au sein de Pythéas.

Assure une assistance bureautique de 1er et de 2ème niveau :

Identifier les incidents sur les logiciels bureautiques et assister les utilisateurs dans leur résolution • Assurer un support aux utilisateurs • Détecter les besoins de formation (et les faire remonter à la DSI).

Assure une assistance logicielle de 1er niveau :

Assurer l'accompagnement des utilisateurs, dans le déploiement des nouveaux logiciels • Identifier les incidents sur les logiciels métiers et assister les utilisateurs dans leur résolution • Assurer la liaison avec le département Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA), conduite de projet et support applicatif pour la résolution des problèmes majeurs.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Thierry THOMAS, Directeur des systèmes d'information, au 01.30.46.60.81 ou par courriel à thierry.thomas@oncfs.gouv.fr
M. Frédéric DEJ, Responsable du département assistance et support, au 06.25.07.08.36 ou par courriel à frederic.dej@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 1er mars 2019, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°19-08-DRE

30/01/2019

La Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

Chargé(e) de mission auprès du Directeur de la recherche et de l'expertise (F/H)

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS, réalise les études, recherches et expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle coordonne les suivis patrimoniaux et assure le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats.

Le gouvernement a décidé de créer un nouvel établissement à compter du 1er janvier 2020, dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements.

Aussi, l'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement. Dans ce cadre, les attributions du (de la) Chargé(e) de mission administratif(ive), les missions effectivement exercées, de même que la localisation sont susceptibles d'évoluer.

Le(la) Chargé(e) de mission apporte conseil et appui à son Directeur pour la gestion des missions transversales dans les domaines administratifs et financiers de la DRE et pour la conduite de missions nécessitant une capacité d'analyse spécifique.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) - A pourvoir à compter du 4r mars 2019 - Temps plein - Catégorie A
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme de niveau II idéalement en gestion ou administration économique et sociale est attendu.
Une expérience en établissement public, notamment dans la mise en œuvre de la gestion budgétaire et comptabilité publique sera appréciée.
Une expérience en management public, en animation de réunions et en pédagogie (en direct ou à distance) est souhaitée.
Connaissance du contexte et de l'environnement professionnel (missions, fonctionnement et politique de l'ONCFS, connaissances générales des domaines d'intervention de la Direction) et mise en perspective avec les politiques publiques.
Connaissance des principes et modes de fonctionnement budgétaire et comptable d'un établissement public.
Connaissance de la réglementation et des procédures budgétaires et comptables ainsi que des nouveaux processus (GBCP).
Connaissance des techniques de contractualisation et des dispositifs de financement et de partenariats extérieurs.
Maitrise des outils bureautiques, des applications métiers.
Capacité à utiliser des progiciels de gestion comptable et financière, ainsi que des outils de requêtage.
Maîtrise de l'anglais écrit et oral.
Aptitude à discerner les enjeux, à anticiper, à organiser l'activité, à prendre des initiatives et à gérer en mode projet.
Fortes capacités à encadrer, à mobiliser, à déléguer, à fixer des objectifs et à conduire le changement.
Fortes capacités à élaborer un budget et suivre son exécution.
Capacité d'expertise et réactivité.
Qualités relationnelles, sens du dialogue et de la concertation (nombreux contacts avec divers interlocuteurs, tant interne qu'externe à l'ONCFS)

Conditions particulières

Quelques déplacements à prévoir
Confidentialité et obligation de réserve

Activités principales

Gestionnaire référent dans le cadre de la mise en œuvre du décret gestion budgétaire et comptabilité publique (GBCP)
Assurer la programmation budgétaire : élaborer des budgets, participer au dialogue de gestion et à l'atterrissage budgétaire et proposer des outils d'aide à la décision • Suivre l'exécution financière : suivre les engagements juridiques et services faits, réaliser des contrôles (qualité juridique et comptable des pièces), élaborer des conventions et contribuer à la gestion des immobilisations • Assurer le pilotage financier : suivre la consommation des crédits, analyser, restituer et effectuer des contrôles internes • Assurer la fonction de référent achat et contrôler voire effectuer des achats en application de la circulaire en vigueur • Mettre en place les marchés pour la DRE voire l'ONCFS en collaboration avec la DAF.

Gestion des missions nécessitant une expertise spécifique, ponctuelle ou permanente pour la DRE
Participer au recettage des outils informatiques et à des groupes de travail dans le périmètre de ses missions • Rédiger des fiches synthétiques, notes, courriers, études • Constituer des dossiers impliquant une expertise réglementaire, technique et juridique • Gérer des dossiers réservés : suivi de l'activité dans le cadre du contrat d'objectifs et de son application, comptabilité analytique, parc automobile, … • Réaliser des études et outils d'aide à la décision • Assister, informer et conseiller les personnels et les encadrants • Dispenser dans ce cadre des formations.

Encadrement de 2 agents de catégorie B

Appuyer le Directeur de la recherche et de l'expertise sur les dossiers transversaux
Assurer la veille réglementaire, technique, juridique et prospective et rechercher des solutions aux problèmes administratifs et financiers de la DRE, en liaison avec la DAF et la DRH • Contribuer à l'élaboration et au suivi des documents stratégiques (contrat d'objectifs, indicateurs, rapport d'exécution) • Préparer des dossiers à destination des instances (représentatives, paritaires, institutionnelles) • Représenter son Directeur dans des réunions ou instances relevant de son champ de compétences • Réaliser des documents : rapport d'activité, bilan, compte rendu, etc…

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Guillaume ROUSSET, Directeur de la recherche et de l'expertise, au 01.30.46.60.34 ou par courriel à guillaume.rousset@oncfs.gouv.fr
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 20 février 2019, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Date : 30/01/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Le Rheu (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la santé des végétaux (LSV).
Missions / contexte	Le Laboratoire, dont le siège est à Angers, est implanté sur six sites distincts en France. Le Laboratoire National de Référence (LNR) de nématologie de Rennes Le Rheu (35) assure en partenariat avec L'ILVO, le LNR belge, les missions de Laboratoire de Référence pour l'Union Européenne (LRUE) dans le domaine de la nématologie depuis le 1er janvier 2019. Ces missions se traduisent par l'élargissement de celles du LNR. Le laboratoire doit ainsi développer de nouvelles missions et étendre ses missions existantes en partenariat avec son homologue dans le consortium LRUE - mandat nématologie.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du LRUE et en relation étroite avec le chargé de projet scientifique et technique, le technicien de laboratoire en nématologie conduira des travaux de laboratoire dans le cadre des missions de référence du LRUE.

Activités

L'agent recruté au LRUE devra exercer les activités suivantes :

- En collaboration avec le chargé de projet scientifique et technique dédié au LRUE, l'organisation d'Essais Interlaboratoires d'Aptitude (EILA). A ce titre, il sera en charge de la préparation des panels d'échantillons, des tests relatifs à leurs homogénéité et stabilité,
- Participation à la dispense de formation à la mise en œuvre des méthodes analytiques, la caractérisation d'organismes de quarantaine et émergents dans le domaine de la nématologie,
- Réalisation d'analyses morphobiométriques et moléculaires en nématologie sur des échantillons reçus des LNR pour confirmation ou diagnostic,
- Contribution à l'enrichissement et au maintien d'une collection de nématodes. Enrichissement permanent de la collection et fourniture de matériel de référence aux LNR.

Conditions particulières

- Travail sous assurance qualité (ISO 17025 et ISO17043),
- Travail en laboratoire confiné,
- Travail en situation de crise phytosanitaire.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC +3 scientifique avec une spécialisation dans le domaine de la santé des végétaux

Expériences similaires

- Expérience obligatoire dans un laboratoire utilisant les outils moléculaires et l'analyse morphobiométrique

Compétences

- Maîtrise de l'anglais en tant que langue de travail avec les LNR (bon niveau en communication écrite et orale),
- Connaissances pratiques en analyses morphobiométriques et moléculaires des bioagresseurs des végétaux,
- Connaissance des méthodes analytiques et des processus de validation des méthodes d'analyse en santé des végétaux,
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels),
- Rigueur scientifique, sens de l'organisation, de l'anticipation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, sens de l'éthique et du relationnel, diplomate,
- Sensibilisation aux démarches « assurance qualité » ; connaissance des référentiels ISO 17025 et ISO 17043.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 février 2019

Renseignements sur le poste : Laurent Folcher, directeur du LRUE (laurent.folcher@anses.fr +33(0)2 99 30 48 28) ou Sylvie Gamel, directrice adjointe du LRUE (sylvie.gamel@anses.fr, + 33 (0)2 99 30 92 31)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-003 à **:** recrutement@anses.fr

Date : 30/01/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en entomologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Montferrier-sur-Lez (34)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires qui sont laboratoires de référence (LNR) et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la santé des végétaux (LSV).

Missions / contexte

Le Laboratoire, dont le siège est à Angers, est implanté sur six sites distincts en France. Le poste proposé se situe à Montferrier-sur-Lez, dans l'unité entomologie et plantes invasives. Cette unité est Laboratoire National de Référence (LNR) pour les insectes, acariens et auxiliaires sur toutes matrices ainsi que pour les plantes invasives. Elle a pour principales missions l'identification et la caractérisation des organismes nuisibles réglementés selon des méthodes officielles ou internes. Elle maintient une collection de matériel biologique de référence et contribue à la surveillance nationale des bioagresseurs du végétal. Elle assure également, en partenariat avec un laboratoire autrichien (AGES), les missions de Laboratoire de Référence pour l'Union Européenne (LRUE) dans le domaine de l'entomologie et l'acarologie depuis le 1er janvier 2019. Le LNR est par ailleurs accrédité 17025 par le COFRAC.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du LRUE, le chargé de projet scientifique et technique en entomologie conduira des travaux de coordination et de laboratoire dans le cadre de nos missions de référence.

Activités

L'agent recruté devra exercer les activités suivantes :

- Veille méthodologique, développement, amélioration, validation, transfert de méthodes d'identification des insectes et des acariens réglementés ou invasifs et soutien scientifique pour l'utilisation de ces méthodes par les LNR,
- Initiation, approfondissement puis spécialisation dans la taxonomie d'un ou plusieurs groupes d'insectes d'intérêt agronomique,
- Réalisation d'analyses morphobiométriques en entomologie et/ou acarologie sur des échantillons reçus des LNR pour confirmation,
- Utilisation de méthodes d'analyse moléculaire (Barcoding),
- Organisation d'Essais Interlaboratoires d'Aptitude (EILA), interprétation des résultats, rédaction des rapports,
- Enrichissement permanent de la collection entomologique et acarologique et fourniture de matériel de référence aux LNR des différents états,
- Valorisation scientifique du programme de travail LRUE sous la forme de communications scientifiques (publications scientifiques, participation à des colloques, etc…).

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*
- Travail sous assurance qualité (ISO 17025 et ISO17043)
- Travail en laboratoire confiné
- Travail en situation de crise phytosanitaire

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 scientifique avec une spécialisation dans le domaine de la santé des végétaux ou de la biodiversité
Bac+3 minimum

Expériences similaires

- Expérience souhaitée en taxonomie et/ou systématique des insectes et acariens d'importance agricole
- Expérience souhaitée dans un laboratoire utilisant la biologie moléculaire.

Compétences

- Bonne maîtrise de l'anglais en tant que langue de travail avec les LNR, le partenaire du consortium portant le mandat LRUE entomologie et la Commission Européenne,
- Bonnes connaissances théoriques et pratiques en morphobiométrie des insectes et/ou acariens,
- Connaissance générique des méthodes analytiques et des processus de validation des méthodes de diagnostic en santé des végétaux,
- Connaissances en bio-informatique (nettoyage de séquences, alignements, phylogénie, …) et analyses moléculaires (extraction d'ADN, PCR, …),
- Connaissance de base de la réglementation européenne et internationale en matière de santé végétale.
- Rigueur scientifique, sens de l'organisation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, diplomatie,
- Capacités rédactionnelles avérées (français, anglais),
- Sensibilisation aux démarches « assurance qualité », une connaissance des référentiels ISO 17025 et ISO 17043 serait un atout.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 février 2019

Renseignements sur le poste : Philippe Reynaud, directeur du LRUE (philippe.reynaud@anses.fr, +33(0)4 67 02 25 10) ou Raphaëlle Mouttet, directrice adjointe du LRUE (raphaelle.mouttet@anses.fr, + 33 (0)4 67 02 25 78)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-004 à **:** recrutement@anses.fr

Date : 30/01/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique expérimenté en entomologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Montferrier-sur-Lez (34)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires qui sont laboratoires de référence (LNR) et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la santé des végétaux (LSV).
Missions / contexte	Le Laboratoire, dont le siège est à Angers, est implanté sur six sites distincts en France. Le poste proposé se situe à Montferrier-sur-Lez, dans l'unité entomologie et plantes invasives. Cette unité est Laboratoire National de Référence (LNR) pour les insectes, acariens et auxiliaires sur toutes matrices ainsi que pour les plantes invasives. Elle a pour principales missions l'identification et la caractérisation des organismes nuisibles réglementés selon des méthodes officielles ou internes. Elle maintient une collection de matériel biologique de référence et contribue à la surveillance nationale des bioagresseurs du végétal. Elle assure également, en partenariat avec un laboratoire autrichien (AGES), les missions de Laboratoire de Référence pour l'Union Européenne (LRUE) dans le domaine de l'entomologie et l'acarologie depuis le 1er janvier 2019. Le LNR est par ailleurs accrédité 17025 par le COFRAC.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du LRUE, le chargé de projet scientifique et technique en entomologie conduira des travaux de coordination et de laboratoire dans le cadre de nos missions de référence.

Activités

L'agent recruté devra exercer les activités suivantes :

- En étroite relation avec la direction du LRUE, mise en route et organisation générale du LRUE, et gestion des contacts avec les LNR de chaque Etat membre,
- Veille méthodologique, développement, amélioration, validation, transfert de méthodes d'identification des insectes et des acariens réglementés ou invasifs et soutien scientifique pour l'utilisation de ces méthodes par les LNR,
- Approfondissement puis spécialisation dans la taxonomie d'un ou plusieurs groupes d'insectes d'intérêt agronomique incluant éventuellement la réalisation d'analyses,
- Création et maintien d'une collection LRUE entomologique et acarologique. Enrichissement permanent de la collection et fourniture de matériel de référence aux LNR,
- Organisation et dispense de sessions de formation à l'identification d'organismes de quarantaine dans les domaines de l'entomologie ou de l'acarologie,
- Planification d'Essais Interlaboratoires d'Aptitude (EILA) et mise en place de mesures de suivi des LNR,
- Communication scientifique et technique à destination des LNR sous forme de séminaires annuels, du maintien d'un site Internet ou de tout autre moyen de communication,
- Valorisation scientifique du programme de travail LRUE sous la forme de communications scientifiques (publications scientifiques, participation à des colloques, etc…),
- Appui scientifique et technique à la Commission Européenne sous la forme d'une assistance et une fourniture d'informations suite à des demandes portant sur les activités de laboratoire.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*
- Travail sous assurance qualité (ISO 17025 et ISO17043)
- Travail en laboratoire confiné
- Travail en situation de crise phytosanitaire

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 scientifique avec une spécialisation dans le domaine de la santé des végétaux ou de la biodiversité, comprenant idéalement un enseignement significatif en entomologie et/ou en acarologie
Bac+3 minimum

Expériences similaires

- Expérience obligatoire en taxonomie et/ou systématique des insectes et acariens d'importance agricole
- Expérience souhaitée en matière de coordination européenne/internationale (projets européens par exemple)

Compétences

- Excellente maîtrise de l'anglais en tant que langue de travail avec les LNR, le partenaire du consortium portant le mandat LRUE entomologie et la Commission Européenne,
- Solides connaissances théoriques et pratiques en morphobiométrie des insectes et/ou acariens,
- Connaissance générique des méthodes analytiques et des processus de validation des méthodes de diagnostic en santé des végétaux,
- Connaissance de la réglementation européenne et internationale en matière de santé végétale,
- Rigueur scientifique, sens de l'organisation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, diplomatie,
- Capacités rédactionnelles avérées (français, anglais),

- Sensibilisation aux démarches « assurance qualité ».

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 février 2019

Renseignements sur le poste : Philippe Reynaud, directeur du LRUE (philippe.reynaud@anses.fr, +33(0)4 67 02 25 10) ou Raphaëlle Mouttet, directrice adjointe du LRUE (raphaelle.mouttet@anses.fr, + 33 (0)4 67 02 25 78)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-005 à **:** recrutement@anses.fr

Date : 30/01/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en nématologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Le Rheu (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires qui sont laboratoires de référence (LNR) et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la santé des végétaux (LSV).
Missions / contexte	Le Laboratoire, dont le siège est à Angers, est implanté sur six sites distincts en France. Le Laboratoire National de Référence (LNR) de nématologie de Rennes Le Rheu (35) assure en partenariat avec L'ILVO, le LNR belge en nématologie, les missions de Laboratoire de Référence pour l'Union Européenne (LRUE) dans le domaine de la nématologie depuis le 1er janvier 2019. Ces missions se traduisent par l'élargissement de celles du LNR. Le laboratoire doit ainsi développer de nouvelles missions et étendre ses missions existantes en partenariat avec son homologue dans le consortium LRUE - mandat nématologie.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du LRUE, le chargé de projet scientifique et technique en nématologie conduira des travaux de coordination et des activités de laboratoire dans le cadre des missions de référence du LRUE.

En étroite collaboration avec le directeur et le technicien, l'agent recruté devra exercer les activités suivantes :

Activités

- Mise en route et organisation générale du LRUE, gestion des contacts avec les LNR de chaque Etat membre,
- Veille méthodologique, développement, amélioration, validation, transfert de méthodes d'identification de nématodes phytoparasites et soutien scientifique pour leur utilisation par les LNR,
- La planification, l'organisation d'Essais Interlaboratoires d'Aptitude (EILA), l'interprétation des résultats, la rédaction des rapports et la mise en place de mesures de suivi des LNR,
- Organisation et dispense de formations à la mise en œuvre des méthodes analytiques, la caractérisation d'organismes de quarantaine dans le domaine de la nématologie,
- Communication scientifique et technique à destination des LNR des différents Etats sous forme de séminaires annuels, du maintien d'un site Internet ou de tout autre moyen de communication,
- Valorisation scientifique du programme de travail LRUE sous la forme de communications scientifiques (publications scientifiques, participation à des colloques, etc…),
- Appui et expertise scientifique et technique à la Commission européenne sous la forme d'une assistance et d'une fourniture d'informations suite à des demandes portant sur les nématodes phytoparasites.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*,
- Travail sous assurance qualité (ISO 17025 et ISO17043),
- Travail en laboratoire confiné,
- Travail en situation de crise phytosanitaire.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 scientifique avec une spécialisation dans le domaine de la santé des végétaux
Bac+3 minimum

Expériences similaires

- Expérience obligatoire en matière de coordination technique et administrative de niveau européen/international (pilotage de projets européens/internationnaux en tant que Workpackage leader ou Task leader par exemple),
- Expérience souhaitée dans un laboratoire utilisant les outils moléculaires et l'analyse morphobiométrique.

Compétences

- Très bonne maîtrise de l'anglais en tant que langue de travail avec les LNR, le partenaire du consortium et la Commission européenne (très bon niveau en communication écrite et orale),
- Connaissances théoriques et pratiques en analyses morphobiométriques et moléculaires des bioagresseurs des végétaux,
- Connaissance générique des méthodes analytiques et des processus de validation des méthodes de diagnostic en santé des végétaux,
- Connaissance de la réglementation européenne et internationale en matière de santé végétale,
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels),
- Rigueur scientifique, sens de l'organisation, de l'anticipation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, sens de l'éthique et du relationnel, diplomate,
- Capacités rédactionnelles avérées (français, anglais),
- Sensibilisation aux démarches « assurance qualité » ; connaissance des référentiels ISO 17025 et ISO 17043.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 février 2019

Renseignements sur le poste : Laurent Folcher, directeur du LRUE (laurent.folcher@anses.fr +33(0)2 99 30 48 28) ou Sylvie Gamel, directrice adjointe du LRUE (sylvie.gamel@anses.fr, + 33 (0)2 99 30 92 31)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-002 à **:** recrutement@anses.fr